

DGM

N° 57/CA du répertoire

N° 2003-126/CA du greffe

Arrêt du 09 mai 2012

Affaire : Hoirs du feu ADANHOUNTON
AGOSSOU

C/

Sous-Préfet d'Abomey-Calavi

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête conjointe en date à Godomey du 21 juillet 2003 enregistrée le 26 août 2003 au secrétariat de la Chambre administrative sous le n°386 /CS/CA, par laquelle les nommés :

-Jean Euloge ADANHOUNTON

-Christine ADANHOUNTON

-Fernand ADANHOUNTON

-Marcel ADANHOUNTON

-Victor ADANHOUNTON

-Théodore ADANHOUNTON

-Raymond ADANHOUNTON

- Odjoubanilè ADANHOUNTON

-Albertine ADANHOUNTON

-Henriette ADANHOUNTON


- Paulette ADANHOUNTON

- René ADANHOUNTON

-Agathe ADANHOUNTON,



tous héritiers de feu ADANHOUNTON Agossou demeurant à Godomey, quartier Yolomahouto maison ADANHOUNTON 04 BP 002 Cotonou sollicitent de la Haute Juridiction l'annulation des travaux de recasement effectués dans le domaine ADANHOUNTON sis au quartier susdit et celle des permis d'habiter délivrés par le Sous-Préfet d'Abomey-Calavi sur des parcelles situées dans ledit domaine en violation de l'ordonnance d'inaliénabilité n°31/2000/ICB rendue le 18 août 2000 par le tribunal de première instance de Cotonou ;

 Vu les courriers n°1075/GCS et 1076/GCS^{du} 30 septembre 2003, par lesquels les requérants ont été mis en demeure d'avoir à procéder à la formalité préalable obligatoire de consignation d'une part, d'autre part à accomplir celle du timbrage ;

Vu le courrier n°238/GCS du 02 février 2004, par lequel les requérants ont été invités à produire l'original du récépissé d'envoi en pli recommandé du recours hiérarchique et celui de l'avis de réception d'une part et d'autre part, leur mémoire ampliatif ;

Vu le courrier n°2453/GCS du 21 juin 2004 reçu le 08 juillet 2004 au secrétariat particulier de la mairie d'Abomey-Calavi, par lequel la requête ci-dessus, les pièces y annexées et le mémoire ampliatif ont été communiqués au maire de la commune d'Abomey-Calavi aux fins de ses observations en défense ;

Vu les mises en demeure n°4360/GCS du 04 décembre 2004 et n°1199/GCS du 31 mars 2005 reçues respectivement les 28 décembre 2004 et 14 avril 2005, rappelant les dispositions des articles 69 et 70 de l'ordonnance n°21/PR à l'attention du maire de la commune d'Abomey-Calavi ;

Vu la consignation légale payée et constatée suivant reçu n°2664 du 31 octobre 2003 ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême alors en vigueur ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême en vigueur au moment des faits ;




Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller-rapporteur **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Où l'Avocat général Aristide L. DEGUENON en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que les requérants exposent que c'est à leur insu que le 04 avril 2000, le Sous-Préfet d'Abomey-Calavi, Lucien HOUNKPE a entrepris des travaux de recasement dans le domaine ADANHOUNTON à Godomey-gare sur la base d'un état de partage élaboré par le géomètre-expert Gaston KOKOSSOU et qu'il a déposé au tribunal de Cotonou à la 2^{ème} Chambre Traditionnelle, et l'a fait enrôler sous le n°44/96/2CB pour homologation ;

Qu'ils expliquent que cet état de partage de leur domaine élaboré par le géomètre renferme des irrégularités et des fraudes inconcevables et que bien que ce document de partage ne soit pas homologué jusqu'à ce jour par le tribunal, parce que contesté par tous les héritiers, le Sous-Préfet d'Abomey-Calavi a ordonné son exécution dans leur domaine à partir du 04 avril 2000 avec des policiers ;

Que des parcelles ont été attribuées sans droit ni titre à des individus qui ne sont pas héritiers, au cours de ces travaux de recasement illicites ;

Considérant que les requérants précisent que face à ces travaux de recasement frauduleux, ils ont demandé et obtenu du tribunal, une ordonnance d'inaliénabilité n)31/2000/1CB à la date du 18 août 2000 qui a rendu tout le domaine indisponible ;

Que cette ordonnance d'inaliénabilité a été signifiée au Sous-Préfet d'Abomey-Calavi le 29 août 2000 par exploit d'huissier ;

Mais qu'en dépit de l'existence de cette ordonnance d'inaliénabilité, le Sous-Préfet d'Abomey-Calavi a continué les travaux de recasement dans leur domaine et a délivré de nombreuses attestations de recasement et de nombreux



permis d'habiter à des individus qui ne sont ni héritiers ni acquéreurs de parcelles dans le domaine ;

Qu'ils citent pour preuves les permis d'habiter ci-dessous délivrés par le Sous-Préfet d'Abomey-Calavi en violation de l'ordonnance d'inaliénabilité n°31/2000/ICB du 18 août 2000 dont il a bien pris connaissance par le ministère d'un Huissier ;

- Permis d'habiter n°21/2575 du 24/11/00 délivré à M. HOUENASSOU C. Jérôme
- Permis d'habiter n°21/2699 du 28/12/00 délivré à Mme ADJOUS Jeannette
- Permis d'habiter n°21/3169 du 16/05/01 délivré à M. BOCO Aurelien
- Permis d'habiter n°21/3782 du 24/05/01 délivré à M. ABALLO Léonce ;

Considérant que les requérants concluent que c'est au regard de cette situation qui portent de graves préjudices à leurs intérêts qu'ils prient la Cour d'annuler les travaux de recasement effectués dans le domaine ADANHOUNTON sis à Godomey-Gare à partir du 04 avril 2000 par le Sous-Préfet d'Abomey-Calavi et de rapporter toutes les attestations de recasement et tous les permis d'habiter qu'il a délivrés dans ledit domaine en violation de l'ordonnance ci-dessus référencée qui lui avait été signifiée par exploit d'huissier le 29 août 2000 ;

Considérant que les requérants fondent leur recours sur le moyen unique tiré de la violation de l'ordonnance n°31/2000/ICB du 18 août 2000 qui rend ledit domaine indisponible ;

Considérant qu'en dépit des mises en demeure qui lui ont été adressées, la mairie n'a pas daigné conclure ;

Qu'il y a lieu de passer outre ;

En la forme :

Sur la recevabilité

Considérant que les co-signataires de la requête introductive d'instance, les nommés ADANHOUNTON Jean Euloge, ADANHOUNTON Raymond, ADANHOUNTON Christine, ADANHOUNTON Odjoubanilè,

88

ADANHOUNTON Fernand, ADANHOUNTON Albertine,
 ADANHOUNTON Marcel, ADANHOUNTON Henriette,
 ADANHOUNTON Victor, ADANHOUNTON Paulette,
 ADANHOUNTON Théodore, ADANHOUNTON René et
 ADANHOUNTON Agathe n'ont pas désigné leur représentant ou leur mandataire en la présente instance ;

Qu'en effet, ayant agi en leur qualité respective d'héritier, ils ne doivent être admis ni respectivement ni collectivement à accomplir les actes de procédure ;

Qu'à défaut d'agir par l'organe d'un administrateur des biens de la succession ou un représentant muni d'un mandat, les co-signataires devraient être déclarés irrecevables ;

Mais considérant qu'en l'espèce les susnommés invoquent au soutien de leur requête la violation de l'ordonnance d'inaliénabilité n°31/2000/1CB rendue le 18 août 2000 qui rend inaliénable le domaine appartenant à leur père, feu Agossou ADANHOUNTON et sis au quartier Godomey-gare ;

Considérant que les intéressés dénoncent ainsi la violation d'une décision de justice par l'autorité administrative ;

Que partant, il y a lieu de relever les requérants de cette irrecevabilité ;

Considérant en outre que les requérants ont introduit le présent recours qui s'analyse en un acte conservatoire de leur droit successoral ;

Qu'au regard de tout ce qui précède, il y a lieu de déclarer le présent recours recevable et d'examiner l'instance sur le fond ;

Au fond

Sur l'annulation des permis d'habiter délivrés par l'autorité administrative d'une part et sur l'annulation des opérations de recasement et autres d'autre part

Considérant que saisie d'une précédente procédure introduite par l'administrateur des biens et dont l'objet est identique à celui de la présente procédure, la Cour a, par arrêt n°45/CA rendu le 10 août 2011, donné suite à la question de droit invoquée ;

Que dans ces conditions, il n'y a plus lieu à statuer en la présente cause ;

Par ces motifs,

DECIDE :

Article 1^{er} : Est recevable le recours en date du 21 juillet 2003 introduit par les héritiers de feu ADANHOUNTON Agossou en annulation des opérations de recasement dans le domaine ADANHOUNTON à Godomey-gare et des permis d'habiter n°21/2575 du 24 novembre 2000, n°21/2699 du 28 décembre 2000, n°21/3169 du 16 mai 2001, et n°21/3182 du 24 mai 2001 délivrés par le Sous-Préfet d'Abomey-Calavi, afférents à des parcelles dans ledit domaine.

Article 2 : Il est constaté que par arrêt n°45 rendu le 10 août 2011, lesdits permis d'habiter sont annulés par la Cour.

Article 3 : Dit en conséquence qu'il n'y a plus lieu à statuer.

Article 4 : Les frais sont mis à la charge des requérants.

Article 5 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA
~~Eliane R. Ginette PADONOU~~ conseiller à la
chambre administrative ;

PRESIDENT:

Eliane R. G. PADONOU

Et

Etienne FIFATIN

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi neuf mai deux mille douze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Aristide L. DEGUENON, Avocat général ;

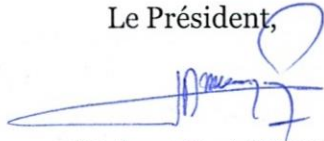
MINISTERE PUBLIC ;

Et de G nevi ve GBEDO,

GREFFIER ;

Et ont signé :

Le Président,



Jérôme O. ASSOGBA

Le Conseiller-rapporteur,



Eliane R. G. PADONOU

Le Greffier,



G nevi ve GBEDO

